

BLIDA

Les habitants de Halouiya bloquent la route

Les habitants de la localité de Halouiya dans la daïra de Boufarik, plus précisément ceux du Douar El Djedid, ont bloqué il y a quelques jours la route pour dénoncer le délabrement de leur localité et l'absence d'infrastructures de première nécessité. Ainsi, ils ont choisi la reprise des classes pour monter au créneau et exprimer leur mécontentement notamment à l'endroit de l'état des routes dans cette localité qui, en cette période d'hiver, ne permettent plus la circulation aussi bien aux piétons qu'aux motorisés. «Nos enfants doivent marcher dans la boue sur une distance de trois kilomètres pour arriver à l'école», nous dira un citoyen, excédé par la situation qui prévaut dans son douar qui pourtant se trouve à 10 km de Blida. Et c'est pour cela qu'ils réclament la construction d'une école au sein de leur localité. De même, ils demandent à ce qu'un dispensaire y soit érigé ainsi que leur raccordement au gaz naturel. Certains manifestants qui nous ont contacté déplorent la non-teneur des promesses du chef de daïra de Boufarik qui leur avait donné sa parole quant à la prise en charge de leurs doléances. A noter qu'il a fallu l'intervention de la gendarmerie pour que la route soit rouverte à la circulation.

M. B.

KHENCHELA

Un handicapé menace de s'immoler par le feu

M. Ouida Abdelhak, demeurant à Khenchela, âgé de 35 ans, père de famille et handicapé moteur (100%) vit depuis des années dans une situation lamentable : ni emploi ni logement (la misère et la pauvreté). Un vrai cauchemar pour lui, puisque les services de l'APC ont détruit le kiosque d'où il tirait ses revenus ; il exerçait dans le domaine de l'artisanat (bijoux de fantaisie). Il a affirmé que toutes ses démarches ont échoué bien que des responsables ont promis de trouver une solution à son problème et lui récupérer son bien. Il ajoute que les services de l'APC ont même déposé une plainte contre lui pour insultes et atteinte à l'ordre. Face à cet état de fait, ce handicapé interpelle M. Berkat Saïd et le wali afin de trouver une issue à son problème et de l'aider à vivre dignement, tout en menaçant de s'immoler par le feu devant le siège de la wilaya

Benzaïm Abdelouahab

SIDI-BEL-ABBÈS

Une jeune femme décède après un avortement

Deux femmes ont été arrêtées par la sûreté de Sidi-Bel-Abbès dans le cadre d'une affaire d'avortement ayant entraîné le décès d'une jeune femme âgée de 30 ans. L'affaire remonte au 12 octobre dernier lorsque la police est destinataire d'informations portant sur la victime admise au niveau de la maternité pour des complications (hémorragie) suite à un avortement d'un fœtus de 4 mois. Au niveau de la maternité, la police apprend que celle-ci est décédée. Une première femme a été interpellée par la police, cette dernière aurait reconnu qu'effectivement la victime s'était présentée à son domicile souffrant de douleurs sans pour cela lui avouer qu'elle venait d'avorter. La maîtresse des lieux déclarera : «Je l'ai évacuée vers la maternité.» Poursuivant leurs investigations, les policiers ont interpellé une autre personne dans le cadre de la même affaire. Présentées devant le procureur de la République près le tribunal de Sidi-Bel-Abbès, les deux femmes ont bénéficié de la liberté provisoire en attendant leur comparution devant le juge.

A. M.

BOUMERDÈS

Un réseau de trafic de cartes grises neutralisé

Les services de la police judiciaire de la Sûreté de la wilaya de Boumerdès ont neutralisé une bande constituée de trois individus, âgés entre 32 et 49 ans, qui se livraient à Boumerdès au trafic de cartes grises de véhicules. La bande en question utilisait, selon les sources policières, des équipements informatiques, le scanner notamment, pour établir de fausses cartes grises. Après avoir reçu des informations précises de sources citoyennes, les enquêteurs se sont rendus sur le lieu indiqué pour découvrir un véhicule importé frauduleusement de l'étranger auquel les délinquants ont confectionné de faux papiers. Les trois individus ont été présentés devant le procureur du tribunal de Boumerdès qui a placé l'un d'eux sous mandat de dépôt à la prison de Tidjelabine tandis que les deux autres ont été placés sous contrôle judiciaire pour faux et usage de faux concernant des documents de véhicule, trafic international de véhicules et utilisation illégale de véhicule non enregistré. L'enquête judiciaire révélera si cette bande a des ramifications à l'étranger. A noter que les policiers de la wilaya de Boumerdès ont arrêté durant la dernière semaine de décembre 2011 onze individus, neuf d'entre eux ont été placés sous mandat de dépôt alors que les deux autres sont placés sous contrôle judiciaire pour constitution de bande de malfaiteurs, vol, usage et trafic de drogue et usurpation d'identité.

Abachi L.

PROJET LSP DE AZZABA (SKIKDA)

Les promoteurs escroqués ?

Le projet des 365 logements sociaux participatifs d'Azzaba (Bir Farina), attribué à 9 promoteurs immobiliers, traîne depuis 2007.

L'attribution tardive du permis de construire et de l'acte de propriété, la levée des contraintes foncières et l'inaccessibilité du site constituent les principales contraintes relevées par les promoteurs.

La régularisation dure toujours en dépit de l'installation de la commission de wilaya chargée de régler les problèmes de la promotion immobilière.

Les promoteurs dénoncent à juste titre le retard dans la régularisation devant être entamée à partir du 1er avril 2008, date de la mise en application de la loi sur la promotion immobilière.

Voilà en résumé les propos que nous ont tenu les promoteurs. «Durant la période s'étalant de l'installation des chantiers, en 2007, à la délivrance du permis de construire en septembre 2008 (il a été établi en mai 2008), nous avons été obligés de nous approvisionner au marché informel, car la cimenterie ne peut nous vendre du ciment sans que l'on soit munis de ce document. Nous avons donc travaillé à perte. Le hic, c'est qu'on nous fixe à mai 2008 la date de lancement du chantier, alors qu'il avait débuté en 2007. Nous étions

confiants ou idiots en 2007, quand nous avons lancé les travaux sur simple décision du wali sortant, qui nous a assuré de régulariser notre situation, suite au désistement à notre profit de la parcelle de terrain de nature agricole.

Il nous a demandé l'installation des chantiers et l'entame des travaux d'aménagement conformément aux plans approuvés par les services techniques compétents. Même le directeur des domaines de la wilaya sortant s'est engagé officiellement au transfert du terrain vers les domaines. En vain.

Depuis cette date, et qu'illustre notamment une réunion à laquelle ont pris part toutes les instances compétentes, on n'a collecté que promesses sur promesses. Nous avons pataugé dans le noir et dans la boue de notre chantier, gérant en parallèle des conflits juridiques avec quelques agriculteurs privés qui nous reprochaient d'avoir empiété sur leurs assiettes.

Outre cela, on a eu aussi à accepter à notre insu le passage d'une canalisation d'alimentation en eau potable sur notre chantier.

Venons-en à l'acte de propriété, qui ne nous a été délivré que récemment, soit près de 4 ans après le lancement des travaux.

Cela a eu un impact négatif sur ce fait : le versement des 500 000 DA par la Caisse nationale du logement.

TIPASA

Course-poursuite au cœur de Cherchell

Les deux dealers venant de la ville de Hattatba et se dirigeant vers Cherchell avaient pour habitude de contourner les barrages de police et de gendarmerie qui se trouvaient sur l'axe routier Tipasa-Cherchell.

Les dealers empruntaient une route escarpée traversant Menaceur, Temoul, Sidi-Yahia et la cité DNC à Cherchell. Quoique isolée, cette route communale qui traverse les contre-forts rocheux de Tizi N'bouyah et le pic de Menaceur est aisée et accessible aux trafiquants de tout acabit. Pour preuve,

des trafiquants de drogue venant de Tlemcen et transportant près de 20 kg de kif, avaient emprunté ce chemin dans un passé récent, avant d'être arrêtés.

Malgré que l'information concernant les deux compères, qui circulaient à bord d'un véhicule de type Sandero, était parvenue aux policiers, ces derniers ne

savaient pas par où ces trafiquants allaient passer. Ce ne fut lors d'un barrage de police inopiné, dressé sur les hauteurs de la ville de Cherchell, que l'attention des policiers fut attirée par un véhicule roulant à vive allure, qui à leur vue a rebroussé chemin, rejoignant le centre-ville par une voie détournée. L'un des passagers a jailli du véhicule, un sac à la main, et pris la fuite. Rattrapé par les policiers, le fuyard avouera son projet de vendre de la drogue en ville. Répondant

aux initiales M. A., 26 ans, surnommé «le Papiche», et résidant à Cherchell, il avait en sa possession 19 plaquettes de drogue, dont le poids total est estimé à 2 kg. Le conducteur du véhicule, R. S., âgé de 32 ans, résidant à Hattatba, fut rattrapé au centre-ville après une course-poursuite.

Présentés devant le magistrat instructeur du tribunal de Cherchell, ces deux trafiquants furent placés sous mandat de dépôt à la prison de Sidi Ghiles.

Larbi Houari

CONSTANTINE

Les exclus de la rue de Roumanie ne baissent pas les bras

Les exclus parmi les ex-habitants de l'avenue de Roumanie ont entamé l'année 2012 dans l'indignation et la colère.

Ils étaient des dizaines à manifester pour rappeler aux autorités locales leurs promesses quant à la prise en charge de leur cas. Ils cultivaient l'espoir d'entamer la nouvelle année sous de meilleurs auspices après avoir été chassés «arbitrairement» de leurs maisons.

Leur calvaire dure depuis le jour où ils se sont retrouvés dans la rue ou, dans le meilleur des cas, entas-

sés chez des proches, il y a de cela plus deux ans. Aussi, ils sont revenus à la charge cette semaine en procédant à la fermeture du boulevard Kennedy, mitoyen du cabinet du wali de Constantine pour interpeller ce dernier sur leurs doléances maintes fois réitérées, lesquelles, notent-ils, «sont restées sans suite, malgré les promesses». Vraisemblablement prêts à en découdre avec quiconque leur refuserait une audience auprès du wali, ils ont bloqué la route en s'asseyant à même le sol.

L'intervention des services de sécurité stationnés en faction à longueur de journée aux alentours du

Même la révision à la hausse du don de l'Etat, fixé à 700 000 DA, n'a touché, paradoxalement, qu'un seul des 9 promoteurs.

Deux poids, deux mesures

Une autre contrainte mérite aussi d'être soulignée, il s'agit de la hausse du prix du terrain par rapport à son coût initial : de 200 DA/m2, il a atteint les 8 000 DA/m2 auxquels on soutire les 80% d'abattement. On est en droit de s'interroger sur ce prix, quand on sait que le mètre carré à Oued El-Ouahch, dans la commune de Skikda, a été cédé aux promoteurs entre 3 000 et 7 000 DA. Bizarre !»

Pourtant, la loi existe. Il suffit d'en mentionner l'article 4 «autorisation et permis» du cahier des conditions générales d'exécution des projets de logements sociaux participatifs initiés par les promoteurs immobiliers qui stipule : «Il est rappelé que le projet objet du CCG est soumis aux formalités et obligations légales et réglementaires, notamment l'obligation pour le promoteur d'obtenir, avant le démarrage des travaux, le permis de construire et le visa des organismes de contrôle technique habilités».

Pendant que dure toute cette cacophonie, les postulants ne cessaient, dans leur droit le plus légitime, d'exiger que soit accélérée la livraison de leurs logements pour lesquels ils ont fait tous les sacrifices.

Zaid Zoheir

F. B.